

NUMERO #20 | JUILLET 2019

TRADECOM II News

BULLETIN D'INFORMATION DU PROGRAMME TRADECOM II

PAGE 2

JED19

edd European Development Days

GRAND SUCCES POUR LES EVENEMENTS TCII



PAGE 5

EXAMEN GLOBAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE 2019 COOPÉRATION UE-ACP EN MATIÈRE DE COMMERCE ET DE DÉVELOPPEMENT



PAGE 7

A4T GR 2019

CEREMONIE DE SIGNATURE DU CONTRAT DE SUBVENTION TRADECOM II



PAGE 9

TRADECOM II

FORMATION SUR LA GESTION DES SUBVENTIONS

JED19

GRAND SUCCES POUR LES EVENEMENTS TCII

La 14e édition des Journées européennes du développement (JED 2019) s'est déroulée à Bruxelles, à Tour & Taxi, les 18 et 19 juin 2019, sur le thème « Lutter contre les inégalités : construire un monde qui ne laisse personne de côté ». Le programme UE-ACP TradeCom II a organisé deux débats sur des problèmes urgents en matière de développement dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (Groupe ACP).



Libérer les opportunités numériques : promouvoir le commerce électronique pour une croissance du commerce inclusif

La session intitulée « Libérer les opportunités numériques: promouvoir le commerce électronique pour une croissance du commerce inclusif - ne laisser personne de côté : investir dans l'inclusivité des opportunités commerciales par le biais du commerce électronique dans les petits Etats insulaires et les pays sans littoral du groupe ACP » animée par Axel POUGIN DE LA MAISONNEUVE (Chef d'unité adjoint, UE - DG DEVCO) visait à répondre à la question suivante : l'économie numérique peut-elle atteindre son objectif d'inclusion sans laisser personne de côté et chercher à apporter des solutions connexes aux pays ACP, en particulier les petits Etats insulaires et les pays sans littoral du groupe ACP ?

La numérisation de l'économie mondiale gagne du terrain alors que l'utilisation des technologies modernes propulse les échanges mondiaux dans de nouvelles dimensions. Les pays en développement, et en particulier les pays ACP, peuvent également basculer dans la prospérité mondiale grâce au commerce électronique à l'ère du numérique. Cependant, ils sont confrontés aux défis inhérents à la faiblesse du secteur privé, aux coûts commerciaux élevés et au manque de données commerciales disponibles afin de renforcer les opportunités pour les PME et stimuler le commerce intrarégional. Le commerce électronique est considéré comme un catalyseur pour impulser les exportations vers les marchés étrangers, mais aussi pour tirer parti des chaînes d'approvisionnement étrangères, soutenir l'entrepreneuriat et promouvoir l'intégration des MPME dans les chaînes de valeur afin de devenir des entités mondiales. Toutefois, pour ce faire, de nombreux pays en développement ont besoin de plus de temps et d'espace politique pour mettre en œuvre ces exigences de manière appropriée. En outre, plusieurs pays ACP adoptent une approche de précaution vis-à-vis du commerce électronique en général.

La problématique est donc de savoir comment rendre les échanges commerciaux futurs plus inclusifs pour les petits États, les PMA, les pays ACP et l'Afrique subsaharienne et plus

équitable pour les femmes et les jeunes entrepreneurs. Le commerce fondé sur la technologie est-il durable ? Le risque d'un avancement lent de la part des pays en développement en raison de leur accès limité aux chaînes de valeur mondiales, aux marchés et à la technologie est-il réel ? Pour le moment, il y a une concentration d'entreprises très consommatrices de données dans les pays développés et certaines d'entre elles tirent déjà profit de l'ère numérique, tandis que la plupart des pays en développement sont à la traîne.

Axel POUGIN DE LA MAISONNEUVE a ouvert le débat en posant les questions cruciales qui sous-tendent les discussions sur le commerce numérique et les pays en développement :

- 🌍 Comment appréhender l'existence des insuffisances techniques entre les pays du monde et leur impact sur la disparité entre les sexes ?
- 🌍 La révolution numérique implique une révolution intellectuelle et structurelle et c'est ce qui compte pour les pays ACP : à quel rythme peuvent-ils passer aux logiciels et à la dématérialisation qui caractérisent les types de services requis par le commerce numérique mondial ?
- 🌍 L'égalité à l'ère numérique signifie -t-elle que personne ne doit être laissé à la traîne ?
- 🌍 La numérisation de l'économie est-elle un couteau à double tranchant ?
- 🌍 Le commerce électronique, vecteur de ou solution aux inégalités entre États et au sein des États ?
- 🌍 Comment le commerce électronique peut-il servir à promouvoir l'inclusion des femmes et des jeunes ?

Shamika Sirimanne, Directrice, Division Technologie et logistique, CNUCED a souligné que le commerce électronique est un domaine en forte croissance et que ses débouchés sont énormes, mais que seuls les petits créneaux (tourisme, produits alimentaires à valeur ajoutée, activités économiques créatives) tirent profit du commerce électronique. « Lorsque nous examinons les différences entre pays développés et en développement, la fracture numérique reste considérable », a-t-elle déclaré. Une numérisation qui



Shamika Sirimanne - Directrice, Division Technologie et logistique, CNUCED

surmonte les obstacles techniques tels que la connectivité (50% de la population mondiale n'a pas accès à Internet), les systèmes de paiement, les cadres réglementaires légaux (cybersécurité, protection des consommateurs) et l'accès aux plateformes de commerce électronique, permettront aux petits agriculteurs, aux producteurs, et aux entrepreneuses de mieux vendre leurs produits et aux consommateurs de bénéficier d'un plus grand choix et de prix plus bas.



Ifeyinwa Ugochukwu - PDG de la Fondation Tony Elumelu (TEF)

Paolo CICCARELLI, Chef d'unité à la DG DEVCO, a déclaré que l'UE est le meilleur exemple de marché numérique unique dans le monde et accorde une grande attention aux règles relatives à la sécurité des données, à la protection des consommateurs et aux droits de l'homme. Il s'agit du meilleur soutien à valeur ajoutée que l'UE puisse offrir aux pays ACP sur ces questions souples qui sont aussi importantes que le soutien financier apporté à la création d'un marché numérique ouvert et accessible.



Vivanou Gnassounou - ASG Secrétariat ACP

Vivanou Gnassounou, Secrétaire général adjoint du Secrétariat ACP, a rappelé le potentiel important du commerce électronique, mais aussi la nécessité d'investir dans des infrastructures non physiques pouvant apporter des connaissances et des informations sur les solutions de commerce électronique des pays en développement à ceux qui peuvent en bénéficier. En outre, il a exhorté les institutions de développement (ACP, UE, OMC) à favoriser un partenariat qui peut mobiliser les ressources et soutenir les pays ACP dans l'accès au commerce électronique et aux solutions numériques qui peuvent aider à améliorer la rentabilité des secteurs économiques avec un fort potentiel comme l'agriculture, et à rendre ces secteurs plus attrayants pour les jeunes et les entrepreneurs.

Ifeyinwa Ugochukwu, PDG de la Fondation Tony Elumelu (TEF) a axé son intervention sur les jeunes entrepreneurs et sur leur besoin d'un environnement propice. Ils ont besoin de mesures politiques susceptibles d'inciter les investissements étrangers en Afrique à construire des infrastructures, à créer un marché unifié et à offrir des opportunités commerciales. Des millions de jeunes africains aux idées novatrices incroyables attendent de transformer ces idées en réalité. Ils ont besoin d'un environnement, de formation et d'un financement propices. L'Afrique ne peut être développée que par les Africains parce qu'ils connaissent les problèmes ; ils sont sur le terrain ; ils peuvent les résoudre, mais ils doivent bénéficier d'un élan massif de coopération entre les acteurs du secteur privé et avec les organisations et institutions de développement.



Paolo CICCARELLI - Chef d'unité, EC-DG DEVCO

SE Mere Falemaka, Délégation permanente du Forum des îles du Pacifique à l'OMC a exploré les défis des pays du Pacifique. La plupart des îles du Pacifique sont confrontées à un manque d'infrastructure souple. Beaucoup d'entre eux n'ont pas la législation en la matière, ou de politiques de gestion du commerce électronique, ou un cadre réglementaire sur les données et la protection des consommateurs. Les partenariats avec les gouvernements et les institutions internationales aident les pays du Pacifique à réduire la fracture numérique en termes d'infrastructures physiques. Les connaissances, les compétences et les cadres réglementaires sur le commerce électronique sont des défis auxquels les pays du Pacifique s'attaquent avec le soutien d'institutions telles que l'ONU, l'OMC et l'UE (grâce à l'assistance technique du programme TradeCom II).



SE Mere Falemaka - Délégation permanente du PIF à l'OMC

Partenariats pour un développement économique à large assise et inclusif dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique

La session intitulée « Partenariats pour un développement économique à large assise et inclusif dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique » a été organisée par la Banque mondiale conjointement avec la CE, le Secrétariat ACP, le CCI, l'ONUDI et le programme TradeCom II.

Malgré l'hétérogénéité des pays ACP, un défi commun important consiste à promouvoir le secteur privé en tant que partenaire de développement actif en réduisant l'écart d'investissement et en améliorant la capacité des entreprises nationales à soutenir la concurrence sur les marchés internationaux par le biais des chaînes de valeur mondiales et régionales. Les pays ACP doivent s'intégrer progressivement à l'économie mondiale tout en maintenant la réduction de la pauvreté et des inégalités au centre de leurs efforts de réforme. Une croissance inclusive et durable n'est possible que si un secteur privé dynamique crée des emplois plus nombreux et de meilleure qualité. Pour que le secteur privé puisse prospérer, il faut des politiques et des lois favorables aux entreprises, ainsi qu'un écosystème porteur qui favorise la productivité et la compétitivité des entreprises.

Les nouvelles perspectives découlant d'engagements mondiaux tels que le Programme des Nations Unies à l'horizon 2030 met grandement l'accent sur le rôle du secteur privé pour une croissance inclusive et durable, ainsi que sur la nécessité d'utiliser l'aide publique au développement (APD) pour mobiliser les investissements publics et privés à cet effet.

Dans ce contexte, le groupe, animé par Antti Karhunen (Chef d'unité du secteur privé à la DG DEVCO), à travers les contributions de Viwanou Gnassounou, (Secrétaire général adjoint, Secrétariat ACP), Philippe Scholtes (Directeur général pour le développement de programmes et la coopération technique auprès de l'ONUDI), Hernan Manson (Responsable de l'agroalimentaire inclusif au Centre du commerce international) et Christine Qiang (Responsable des pratiques du groupe Macro, commerce et investissement du Groupe de la Banque mondiale) a redéfini les nouvelles perspectives concernant le renforcement du rôle du secteur privé et de son engagement dans le cadre du partenariat ACP-UE. Pour réaliser un développement durable et créer des emplois, avec une population qui devrait doubler d'ici 2050, l'investissement privé doit augmenter de manière significative.

Cette discussion avait pour objectif de montrer comment un partenariat renouvelé entre les institutions très différentes, mais complémentaires (telles que l'UE, ACP, l'ONU, l'OMC et la Banque mondiale) peut réunir des niveaux d'expertise différents, avec un plus grand impact dans la réalisation du développement économique et social dans les pays partenaires à travers la mise en œuvre d'un programme ACP-UE innovant pour les pays ACP, qui garantisse une approche commune pour soutenir des politiques nationales inclusives et responsables favorables aux entreprises, et renforcer des chaînes de valeur productives.

Les deux sessions ont attiré de nombreux participants qui les ont qualifiées de grand succès en termes de participation et de qualité du débat





AIDE POUR LE COMMERCE EXAMEN GLOBAL 2019

COOPÉRATION UE-ACP EN MATIÈRE DE COMMERCE ET DE DÉVELOPPEMENT RÉVOLUTIONNER LA DIVERSIFICATION ET L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUES GRÂCE À UNE AIDE AU COMMERCE INCLUSIVE ET DURABLE



L'Examen global de l'Aide pour le commerce 2019 s'est déroulé les 3, 4, et 5 juillet 2019 au siège de l'OMC à Genève sur le thème « Soutenir la diversification et l'autonomisation économiques pour un développement inclusif et durable grâce à l'Aide pour le commerce ».

Dans un esprit de coopération, le programme UE-ACP TradeCom II, le CTA (centre technique de coopération agricole et rurale) UE-ACP et le COLEACP, ont organisé ensemble une session conjointe UE-ACP sur le thème « Coopération UE-ACP en matière de commerce et de développement » - Révolutionner la diversification et l'autonomisation économiques grâce à une aide au commerce inclusive et durable ».

Il a réuni des représentants de la Commission européenne, le Secrétariat ACP, le Secrétariat du Commonwealth, l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), ORAN, CROSC, Eastern Africa Farmers' Federation et Global Shea Alliance, pour discuter des moyens de transformer l'aide pour le commerce en véritables gains économiques sur le terrain dans les pays ACP, y compris pour les jeunes et pour les femmes.

instruments commerciaux et de coopération pour des résultats plus efficaces, durables et progressifs ? » et en particulier sur trois principaux domaines mis en évidence par Axel POUGIN DE LA MAISONNEUVE (Chef d'unité adjoint, DevCo Commission européenne) dans son propos liminaire: l'autonomisation économique des femmes et des jeunes; le développement d'infrastructures de qualité en tant que pilier des partenariats commerciaux; et innovation dans la connectivité Nord-Sud et Sud-Sud. Ces éléments reflètent en partie le besoin de renforcer la coopération commerciale UE-ACP étant donné qu'ils aident à maintenir les aspects intrinsèquement inclusifs tout en cherchant à atteindre une plus grande intégration dans l'économie mondiale et la promotion du développement durable. Ils impliquent de tirer parti des points forts de la stratégie Aide pour le Commerce de l'UE pour qu'il se traduise en gains réels dans les domaines du commerce et de l'investissement et dans l'éradication de la pauvreté grâce à la création d'emplois. Cela signifie également la mise en œuvre réelle et complète du plan d'investissement extérieur de l'UE, qui encourage les investissements dans les pays partenaires d'Afrique, un nouveau modèle de participation du secteur privé et contribue à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Enfin, cela implique de maintenir la solidarité du groupe ACP à l'avenir et de s'engager à partager les meilleures pratiques pour renforcer la coopération et la connectivité.



Viwanou Gnassounou - ASG Secrétariat ACP

Les discussions, animées par Viwanou Gnassounou (Secrétaire général adjoint, Secrétariat ACP) , ont porté sur « Comment l' aide UE-ACP pour la coopération commerciale peut tirer l'agenda de développement durable et créer des synergies avec d' autres



Axel Pougou de la Maisonneuve - Chef d'unité adjoint, DG DEVCO

En ce qui concerne l'autonomisation économique des femmes et des jeunes, Elisabeth Nsimadala de la Eastern Africa Farmers' Federation, représentant 20 millions d'agriculteurs (et organisations) en Afrique de l'Est, a souligné que plus de 70% des agriculteurs de l'Afrique subsaharienne sont impliqués dans le commerce transfrontalier, avec un nombre élevé dans le secteur informel. L'analyse réalisée par son organisation a abouti à l'élaboration d'une boîte à outils pour l'industrie agroalimentaire qui répertorie tous les acteurs de la chaîne de valeur dans la région de l'Afrique de l'Est. Elle comprend des manuels de formation, documente les exigences transfrontalières accompagnées des directives, facilite le commerce transfrontalier et permet le partage des meilleures pratiques. «E-GRANARY» est une innovation de la Fédération, permettant une agrégation virtuelle des agriculteurs (en termes d'intrants, de services et de produits), en créant une masse critique et en influençant la politique nationale en faveur des femmes et des jeunes. Les problèmes spécifiques auxquels sont confrontés les femmes et les jeunes sont liés aux capacités et à l'accès au financement. La création d'un fonds spécial pour réduire les risques liés à l'agriculture et soutenir l'inclusion financière des femmes et des jeunes pourrait faire partie des solutions.



Elisabeth Nsimadala - *Président de Eastern Africa Farmers' Federation*

Aaron ADU, Directeur général de la Global Shea Alliance (GSA), a expliqué l'importance du beurre et des amandes de karité en Afrique de l'Est et de l'Ouest, qui profitent à 16 millions de femmes (collectionneurs et transformateurs). Ses exportations ont explosé ces 20 dernières années (de 30 tonnes en 2000 à 500 000 tonnes en 2017). Cependant, les obstacles à l'autonomisation des femmes incluent les normes et les ressources. Le programme de développement durable de la GSA vise à fournir aux femmes des liens d'infrastructure et de marché, ce qui entraîne une augmentation des revenus, une productivité accrue, de nouvelles technologies et le développement de rôles de leadership dans les communautés et les coopératives. Plus de 300 000 femmes ont été formées par la GSA et organisées en coopératives. Cela a stimulé l'action du secteur privé auprès des coopératives pour poursuivre leur développement et leur croissance. Toute aide des donateurs, y compris sous la forme



Aaron ADU - *Directeur général de la Global Shea Alliance (GSA)*

d'Aide pour le commerce, est utilisée pour soutenir le commerce et l'exportation de produits à base de karité par les femmes.



Hermogene NSENGIMANA - *Secrétaire général de ARSO*

Dans le cadre de la sous-session sur les partenariats commerciaux mutuellement bénéfiques, une infrastructure de qualité a été considéré comme élément essentiel de l'autonomisation économique du secteur privé. Hermogène NSENGIMANA, Secrétaire général de l'Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN), a saisi l'occasion pour souligner la nécessité de soutenir le commerce interafricain des produits consommés dans toutes les régions d'Afrique. Il a insisté sur l'harmonisation des normes, considérée comme essentielle pour le commerce. Le respect et la préservation des cadres institutionnels devraient également faire l'objet de l'aide pour le commerce.

Le Directeur exécutif du CROSQ, Deryck OMAR, a rappelé que l'avenir de l'IQ se situait dans les évaluations de la conformité, ce qui revenait à prouver que la qualité d'un produit était approuvée notamment par une meilleure surveillance du marché, des laboratoires et des systèmes de certification. Le représentant a souscrit à l'idée selon laquelle les programmes européens d'aide pour le commerce devraient se concentrer sur le commerce intrarégional. Les investissements liés au commerce sont également importants pour le développement d'une infrastructure de qualité d'une manière nouvelle et pertinente, associée au renforcement des capacités.



Deryck OMAR - *Directeur exécutif du CROSQ*

La session a également porté sur l'innovation dans la connectivité Nord-Sud et Sud-Sud.

Au-delà des considérations quantitatives dans le domaine du commerce, Thê Quang DONG, Directeur, Francophonie économique et numérique a souligné que « la Francophonie » a élaboré une approche à trois volets: a) elle se concentre sur l'investissement local dans les produits locaux pour favoriser leur exportation et la création de richesses; b) deuxièmement, il est important de se concentrer sur la connectivité Sud-Sud, qui appelle des solutions concrètes et opérationnelles; et c) enfin, l'OIF met l'accent sur le partage des meilleures pratiques entre les régions du Sud.



Thê Quang DONG - Directeur, Francophonie économique et numérique



Arjoon SUDDHOO - Secrétaire général adjoint du Commonwealth Secretariat

Arjoon SUDDHOO, Secrétaire général adjoint du Secrétariat du Commonwealth, a axé son intervention sur l'initiative Hub and Spokes, qui a déployé plus de 30 conseillers commerciaux au cours des dernières années et qui, tout comme les programmes similaires, a bien fonctionné grâce au partenariat et à la collaboration. En ce qui concerne le commerce numérique, les conseillers en développement ont élaboré des stratégies numériques pour les États membres. Le nouveau programme de connectivité du Commonwealth vise à promouvoir la croissance économique et le développement par la numérisation. Son objectif est de réduire la fracture numérique entre les pays développés et les pays en développement grâce à six composantes, à savoir la connectivité physique (facilitation du commerce et développement des infrastructures); connectivité

numérique (soutenir le développement des économies numériques nationales, le cadre réglementaire et les meilleures pratiques); connectivité réglementaire (amélioration des cadres juridiques et promotion des bonnes pratiques); connectivité interentreprises (interface plus étroite entre les secteurs public et privé, avec un accent particulier sur les MPME); connectivité du côté de l'offre (participation des membres aux chaînes de valeur mondiales) et commerce inclusif et durable (intégration des femmes et des jeunes dans tous les piliers).

Ces deux programmes, mentionnés ci-dessus, encouragent les actions réciproques dans toutes les régions ACP et une approche inclusive et sensible au genre pour l'élaboration de la politique commerciale.

CÉRÉMONIE DE SIGNATURE DU CONTRAT DE SUBVENTION TRADECOM II

En tant que composante du programme TradeComm II, la subvention est un mécanisme inclusif, axé sur la demande, qui soutient les réponses coopératives aux objectifs du programme et aux résultats escomptés. La subvention complète le soutien fondé sur la demande par un renforcement des capacités institutionnelles à plus long terme et ancré localement.

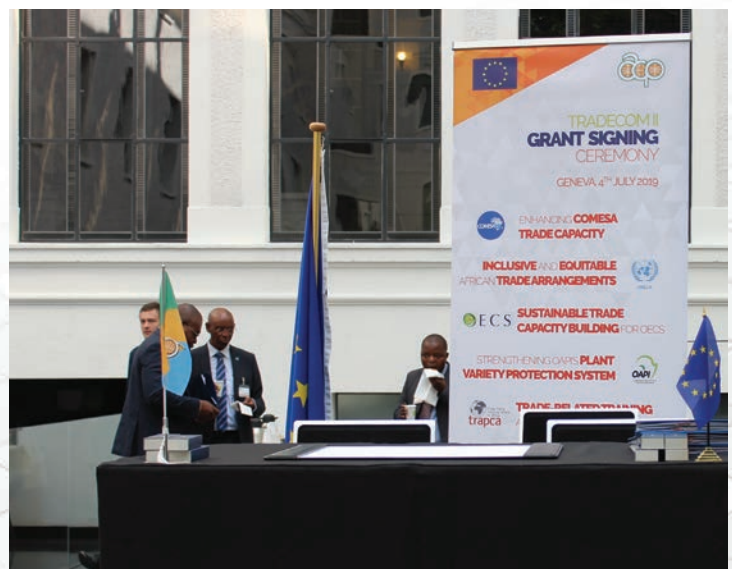
La cérémonie de signature collective de subvention s'est tenue le 4 juillet 2019 à l'Atrium du siège de l'OMC à Genève, dans le cadre de l'Examen global de l'Aide pour le commerce 2019.

Dans leurs déclarations d'ouverture, Axel POUGIN DE LA MAISONNEUVE (Chef d'unité adjoint, DevCo de la Commission européenne) et Viwanou GNASSOUNOU (Secrétaire général adjoint, Secrétariat ACP) ont félicité les représentants des bénéficiaires (Secrétariat du COMESA, TRAPCA - ESAMI, CEA, OECS, OAPS, OPAI, REPOA, FAIMM) et ont rappelé l'attention portée aux projets attribués au titre du volet "Subventions", notamment:

- 🌍 Soutien aux institutions commerciales des pays ACP (institutions de recherche sur le commerce et de renforcement des capacités commerciales, y compris les institutions universitaires, etc.) ;
- 🌍 Appui à la mise en place d'un jumelage Nord-Sud (fournisseurs spécialisés d'ACR des États membres de l'UE en partenariat avec les bénéficiaires ACP) et d'une coopération avec les organisations internationales ;
- 🌍 Soutien aux accords de coopération Sud-Sud en matière de renforcement des capacités des institutions commerciales ;

- 🌍 Aide au développement de réseaux trans-ACP de renforcement des capacités de recherche et de commerce, facilitant ainsi le renforcement des complémentarités au niveau intra-ACP.

La cérémonie de signature des contrats de subvention a également été un point de départ pour la coopération entre les bénéficiaires qui étaient enthousiastes à l'idée de commencer à mettre en œuvre les projets prévus avec succès et à utiliser pleinement ces mécanismes dans l'esprit de la coopération UE-ACP.







FORMATION SUR LA GESTION DES SUBVENTIONS

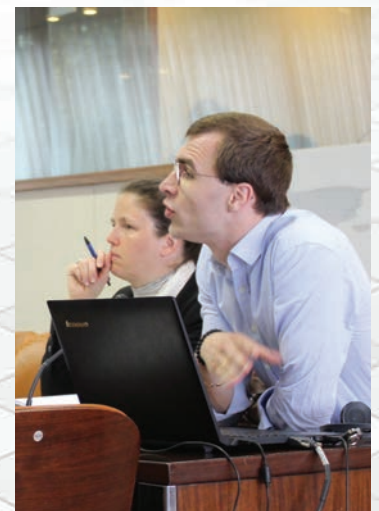
Les 9 et 10 juillet 2019, l'UGP TradeCom II a organisé une formation de deux jours sur la gestion des subventions à l'intention des représentants des bénéficiaires du programme TradeCom II, dans le but de garantir une utilisation optimale et efficace des ressources pour obtenir le maximum d'impact. Cette formation a été conçue pour outiller les participants des meilleures pratiques et des compétences essentielles à une gestion efficace des subventions.

La formation a été conduite par « Welcome Europe » et structurée en 7 modules :

- 🌍 Conditions contractuelles de la CE pour les subventions
- 🌍 Gestion contractuelle et financière

- 🌍 Responsabilité et contrôles internes
- 🌍 Zones de risque importantes
- 🌍 Mise en œuvre des actions dans le cadre des contrats de subvention
- 🌍 Indicateurs de sortie
- 🌍 Implication des partenaires contractuels

At the end of the training the 25 beneficiaries' representatives (COMESA Secretariat, TRAPCA – ESAMI, UNECA, OECS, OAPI, REPOA, FAIMM) were positive on the organisation and benefits of this training and on the effective and fruitful implementation of the projects..





LE 8^e COMITE DE PILOTAGE

Le 8^e Comité de Pilotage (CdP) du programme ACP-UE TradeCom II s'est tenu à la Maison ACP le 8 juillet 2019. Le comité était présidé par Vivianou Gnassounou, Secrétaire général adjoint chargé du développement économique durable et du commerce au Secrétariat ACP et assisté de Françoise Guei, Chargée de projet au programme TradeCom II du Secrétariat ACP.

DEVCO était représenté par Antti Karhunen (Chef d'unité, Direction C, DEVCO) et Philippe Jacques (Chargé de mission, DG DEVCO C4). Le Comité s'est tenu en présence également de Christiane Leong (Experte en question commerciales multilatérales au Secrétariat ACP), des représentants des bénéficiaires de la subvention (Secrétariat du COMESA, TRAPCA - ESAMI, CEA, OECS, OAPI, REPOA, FAIMM) et des représentants du Consortium AESA qui met en œuvre le Programme TCII.

La réunion a été l'occasion d'examiner l'état d'avancement des activités de l'UGP au titre des trois composantes du Programme TCII (Devis programme, Mécanisme d'intervention rapide et subventions) et de la future stratégie de mise en œuvre du programme. En outre, les représentants des bénéficiaires de la subvention ont présenté les principaux résultats attendus et le plan de travail de leurs projets.

Au cours de la rencontre, les différentes parties prenantes ont formulé des commentaires très positifs sur les activités du Programme de janvier à juin 2019. En outre, le plan de travail pour la période allant de juillet 2019 à décembre 2021 a été approuvé par le Comité directeur.

Le président a conclu les débats en félicitant l'équipe de l'UGP pour son travail, l'engagement du contractant pour l'assistance technique et le soutien confirmé de la CE à la mise en œuvre du programme. La 9^e réunion du CdP aura lieu dans 6 mois.